

Monsieur le Directeur,

Passionné d'automobile et grand "rouleur", il est clair que je suis scandalisé par le comportement des gouvernements successifs à l'encontre de l'automobile et que je partage la colère de l'ensemble des automobilistes.

L'État, quel que soit sa couleur, nous traite comme des criminels potentiels tout en goutant les délices d'un racket fiscal

(taxes + répression) qu'il renforce régulièrement.

- Enseignant de formation, j'ai la faiblesse de croire que des candidats bien formés seront des conducteurs confirmés.

Il faut donc certainement revoir les contenus de formation en liaison avec les professionnels et mettre en place

une véritable initiation au code et à la conduite dans le milieu scolaire.

-Je suis pour la disparition des radars au profit des contrôles ciblés comme cela s'est fait pendant des décennies. Et

bien évidemment totalement contre la privatisation des contrôles, qui transfère scandaleusement une partie des compétences de

l'autorité publique vers des sociétés privées.

- L'État doit retrouver la maîtrise de l'entretien du réseau routier. Le transfert de cette compétence vers les régions creuse les inégalités

entre régions riches et régions pauvres.

Par ailleurs, l'État doit reprendre le contrôle du réseau autoroutier entièrement financé par les contribuables et gracieusement offert à des sociétés privées.

Le péage doit revenir dans les caisses de l'État et non gonfler les dividendes des actionnaires. Des autoroutes gratuites devraient être un véritable objectif.

Pour ce qui concerne la sécurité, il ne faut pas confondre l'infime minorité de chauffards au comportement dangereux avec l'immense majorité des chauffeurs

soucieux d'arriver sain et sauf à bon port.

En faisant, à juste titre, confiance à l'ensemble des automobilistes l'État doit en contrepartie être inflexible avec les comportements les plus dangereux et

alourdir substantiellement les sanctions.

Cette politique de sanctions alourdies à l'encontre de comportements dangereux et criminels, restant tout de même minoritaires,

doit être expliquée et mise en évidence lors de la formation des futurs conducteurs, afin que chacun soit clairement face à ses responsabilités.

Le chantier est donc immense.

La question doit se traiter dans sa globalité car toutes les questions, et donc toutes les réponses, sont complémentaires mais c'est, avant tout, une question de confiance réciproque entre l'État et les automobilistes, et non de méfiance réciproque comme c'est le cas aujourd'hui.

Pour terminer, le Permis de Conduire, clef de voute du dispositif, doit perdre cet aspect de froide formalité administrative et se muer en véritable pacte républicain de confiance entre toutes les parties.

Je vous assure de ma parfaite cordialité.

Francis Nadizi